

# Les inégalités : une authentique question politique

DANIEL CIRERA

La publicité et l'impact de différents rapports sur les inégalités dans le monde a posé dans le débat public la dimension scandaleuse, de l'inacceptable à l'insupportable, des inégalités de revenus. On pense au récent rapport d'Oxfam<sup>79</sup>. Tout le monde a en tête le très parlant « 1 % contre 99 % » lancé par le mouvement Occupy Wall Street face à la crise financière de 2007.

**L**a question des inégalités est un thème permanent, dans le constat. Nombreux sont les organismes, associations, et institutions qui en suivent – et dénoncent – la réalité et les évolutions<sup>80</sup>. Sur la base du constat, les engagements politiques pour leur réduction et leur élimination des plus criantes ont pris, dans la période récente, une dimension nouvelle.

Une étude globale réalisée en 2014 dans 44 pays montre que pour la majorité de ces populations les inégalités sociales viennent en tête des problèmes graves, voire très graves, dans leur pays<sup>81</sup>. Avec la crise la question devient un « problème majeur » pour 84 % des Allemands, et 74 % des Français. 82 % des habitants outre-Rhin considèrent que les écarts entre riches et pauvres se sont accrus ces 10 dernières années, et 64 % en France<sup>82</sup>.

Pour plusieurs raisons :

- d'une part le niveau – injustifié, injustifiable, aberrant, inimaginable - de l'écart des revenus entre les plus riches et l'immense majorité qui vit de son travail ;
- par la dimension planétaire de cette réalité,

en relation avec la mondialisation et la généralisation des politiques néolibérales ;

- par le fait que le creusement de l'écart s'approfondit dans un contexte général d'augmentation de la richesse globale, ce qui pose la question de l'accaparement d'une part croissante de cette richesse au profit d'un groupe de plus en plus réduit d'individus ou de groupes sociaux au détriment de populations précarisées, paupérisées ;
- avec la crise de 2007/2008, le thème est devenu central dans sa dimension de justice sociale, mais aussi de la démocratie. La question des 1 % ne portant pas que sur les richesses mais sur le pouvoir qu'elles leur donnent sur la vie des 99 %.

<sup>79</sup> Janvier 2018

<sup>80</sup> Pour la France, consulter notamment l'Observatoire des inégalités <http://observatoiredesinegalites.org/>

<sup>81</sup> Pew Research Center survey, printemps 2014

<http://www.pewresearch.org/fact-tank/2015/01/21/inequality-is-at-top-of-the-agenda-as-global-elites-gather-in-davos/>

<sup>82</sup> Sondage Kantar Public pour L'Obs, 17/05/2018.

### QUELQUES DONNÉES.

Pour l'essentiel les chiffres sont connus. Rappelons-les tout de même.

Selon l'étude du rapport Oxfam, à l'échelle du monde, 1 % des personnes les plus riches détiennent 82 % des richesses générées en 2017, alors que 50 % de la population la plus défavorisée, soit 3,7 milliards d'êtres humains, n'a vu aucune augmentation de sa richesse.

### POUR LA FRANCE, QUELQUES CHIFFRES CLÉS<sup>83</sup>.

On connaît les études sociologiques très documentées de Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon sur « les Riches », la répartition des richesses et des pouvoirs dans notre pays.

#### Sur les revenus et les patrimoines.

- les 10 % les plus riches reçoivent près de 30 % des revenus et 47 % du patrimoine. L'ensemble du patrimoine des plus pauvres représente 8 % du total alors que 1 % en concentre 17 %. Liliane Bettencourt possède 31,2 milliards d'euros soit 1,77 million d'années du SMIC ;
- entre 2003 et 2013 les plus modestes ont gagné en moyenne 2,3 % de pouvoir d'achat contre 20 fois plus pour les 10 % les plus riches (+42,4 %) ;
- en moyenne, au début du siècle, un chef d'entreprise gagnait 30 fois plus que son employé le moins payé. Aujourd'hui, c'est de l'ordre de 450 fois plus.

#### Les inégalités homme/femme

- En moyenne les femmes gagnent près de 20 % de moins que les hommes.

#### La pauvreté en hausse

- Avec la crise de 2009, on compte entre 950 000 et 1,2 million de pauvres supplémentaires entre 2004 et 2014, soit une hausse de 1,2 %, les plus touchés étant les enfants et les jeunes. 36 % des personnes vivant sous le seuil de pauvreté ont moins de 19 ans.

#### L'école

- 20 % des élèves dont les parents sont sans emploi et 10 % des enfants d'ouvriers ont déjà redoublé à l'entrée en sixième ;
- en fin de scolarité, les enfants de cadres supérieurs ou d'enseignants ont 10 fois plus de chances d'obtenir bac + 5 que les enfants d'ouvriers<sup>84</sup>.

#### Les inégalités face au travail

62,6 % des victimes d'accident du travail étaient des ouvriers en 2012.

Cet écart de revenus est apparu d'autant scandaleux qu'il est allé s'accroissant « les riches devenant de plus en plus riches alors que les pauvres devenaient de plus en plus pauvres ». Toutes les enquêtes montrent que depuis une vingtaine d'années, les plus fortunés s'enrichissent alors que le niveau de vie des plus pauvres stagne. Cela dans le contexte de crise, avec un chômage massif touchant les catégories de la population la plus vulnérable, et particulièrement les jeunes. Facteur politiquement aggravant, ce chômage et la précarisation touchent les pays les plus développés, Amérique du Nord et Europe, et dans ces pays, des couches de la population jusque-là relativement protégées, et bénéficiant de garanties sociales et professionnelles – les fameuses « couches moyennes ».

*Dans ce contexte général, globalement, en terme statistique l'Union européenne avait été moins vulnérable aux effets des inégalités. Essentiellement en raison des politiques sociales protectrices (santé, éducation, politiques publiques, salaires, fiscalité). Ceci dit, comme dans la tendance générale, la situation n'a cessé de se dégrader depuis 2005. Avec des différences qui méritent d'être signalées, sans entrer dans le détail. Frappée de plein fouet l'Espagne a vu les aides pour contenir la crise profiter aux plus riches, au point qu'en 2011-2015, 1 % des plus riches détenaient 50 % de la richesse nationale. L'Allemagne, elle, n'a jamais été aussi fracturée depuis l'unification, 15 % de la population vivant, officiellement, au-dessous du seuil de pauvreté, notamment suite aux réformes Hartz/Schröder des années 2000 organisant la dérégulation du marché du travail.*

Dans ces pays-là, comme aux États-Unis, ce qui a changé avec la perception de la réalité de ce creusement des inégalités, c'est l'évolution des argumentations sur leurs conséquences.

À partir de 2007/2008 les études et les publications se multiplient sur les conséquences économiques. Les Nations-Unies, de l'OCDE voient dans cette distorsion de la redistributions richesses un frein à la croissance. C'est la thèse largement développée et popularisée par le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, dans son best-seller *Le prix des inégalités* (2012)<sup>85</sup>.

Le débat s'élargit, convergeant avec celui sur les conséquences de l'austérité, articulant leur noci-

tivité économique – même d'un point de vue de défense de « l'économie de marché », – avec leur caractère intrinsèquement injuste. Les inégalités alimentent la crise politique.

### DE SOCIALE À ÉCONOMIQUE, LA QUESTION DEVIENT POLITIQUE

C'est une donnée remarquable. En période de croissance, ou de relance, la réduction des inégalités – même limitée à certaines couches de la population – en réduit la violence et la portée contestataire. En temps de crise, révolte contre les inégalités et refus de l'austérité s'agrègent, d'autant plus que le traitement de la crise profite *in fine* aux privilégiés. La question devient politique.

Sans entrer ici dans un tableau trop large, on peut rappeler que cette question conjuguée au rejet des oligarchies a été un des ferments des « Printemps arabes ». Dans les pays occidentaux touchés par la crise, le thème sera un des points durs de tous les mouvements austérités et des campagnes « anti-système », réactionnaires (Trump, extrême-droite) ou progressistes (Sanders, Podemos), populistes (Beppe Grillo).

Comme facteur d'instabilité, le thème des inégalités devient récurrent dans les forums des milieux dirigeants, dans les recommandations du FMI ou de la Banque Mondiale. À Davos, il est présent dans les agendas de ces dernières années. Ce fut un des fils rouges de l'intervention d'Emmanuel Macron en janvier dernier.

### EN FRANCE, L'ÉGALITÉ AU CŒUR DU PACTE RÉPUBLICAIN

#### Le cas de la France est particulier.

Le thème a été moins présent comme enjeu politique comparé à d'autres pays.

D'abord la France est le moins inégalitaires de tous les pays comparables. Cela tient essentiellement au socle de garanties sociales – même sévèrement attaquées – et surtout à la place du service public. Ceci posé, et que chacun peut constater, la France n'échappe pas à la tendance générale. Depuis les années 1980 les revenus des plus aisés ont progressé plus vite que ceux des autres catégories, la perception de cette réalité, accélérée ces dernières années, alimentant le sentiment de déclassement.

*« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ». L'article 1 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, le fait que l'égalité soit au cœur de la devise*

*républicaine, fait que le débat sur le couple égalité/inégalité prend immédiatement une résonance politique et idéologique. Même le débat classique entre liberté (priorité à droite) et égalité (marqueur de gauche) trouve sa limite devant le scandale des écarts de revenus et de salaires, la fraude, les privilèges et les paradis fiscaux. Tout de même, avec l'effort libéral de conviction idéologique le terrain reste celui d'un affrontement. Notamment sur leur caractère naturel, leur utilité pour le développement économique<sup>66</sup>, comme autour de notions fondamentalement ambiguës de l'égalité des chances, de l'équité, de la confusion entre égalité et égalitarisme, sur la distinction égalité et différence<sup>67</sup>.*

En France, c'est à travers l'école que la question est de l'égalité et des inégalités est le plus sensible. Elle devient ces dernières années un point de cristallisation des tensions avec la détérioration du service public, en relation avec les restrictions budgétaires, et les fractures territoriales. La mise en place du système d'entrée à l'université fait resurgir le thème autour de celui de la sélection, immédiatement est associée aux inégalités sociales. L'enjeu reste central, dans la mesure où toutes les réformes, même réactionnaires, se parent de la lutte contre les inégalités, l'école française étant présentée comme une des « plus inégalitaires ». C'est ainsi que l'école

<sup>63</sup> Source : rapport de l'Observatoire des inégalités, juin 2017.

<sup>64</sup> Par contre le taux de sortie précoce du système scolaire est moins élevé que la moyenne européenne : seuls 22% des enfants de parents sortis de l'école après la 3<sup>e</sup> ne continuent pas leurs études au-delà, contre 36% en Allemagne.

<sup>65</sup> *Faut-il insister sur le fait que la crise des subprime de 2007 aux États-Unis est provoquée par le niveau d'endettement des ménages conséquence de la stagnation des salaires pendant la décennie qui précède ?*

<sup>66</sup> Selon le sondage Kantar Public cité : « il ne sert à rien de lutter contre les inégalités qui existeront toujours » : France 49%, Allemagne 48% ; « elles sont nécessaires au développement économique », France 32%, Allemagne 31%.

<sup>67</sup> A titre d'exemple cet article paru dans le site Atlantico.fr (6 avril 2018) « Pourquoi il est urgent que la droite et les libéraux se saisissent de la question des inégalités » citant « L'égalité, notre passion naturelle, est magnifique dans les grands cœurs, mais pour les âmes étroites c'est tout simplement de l'envie » (citation de Chateaubriand attribuée souvent à Tocqueville), et le livre de Marc De Vos « Les vertus de l'inégalité » éditions Saint-Simon.

est le lieu privilégié du discours sur « l'égalité des chances » utilement détourné pour, en bout de course légitimer, dans le discours libéral et social-libéral, la sélection sociale.

En France, comme dans la plupart des pays, les luttes féministes sont une dimension permanente et populaire de lutte contre les inégalités, avec des thématiques liées à l'actualité, aux évolutions de la société. Il est remarquable, que toujours, sous une forme ou une autre, la dimension sociale reste un axe de contestation, dans l'égalité au travail, très fondamentalement « à travail égal salaire égal », comme dans l'accès aux responsabilités.

Le thème traverse toutes les questions sensibles, comme expression d'une vision de la société. Inégalités scolaires – donc dans la réussite de sa vie – se combinent avec le chômage, le pouvoir d'achat, les mises en cause des services publics. Se rencontrent les luttes pour le rail comme décisif dans un aménagement égal des

territoires, les luttes pour l'accès aux soins, à des écoles de qualité pour tous, le droit pour tous à une vieillesse digne et heureuse.

Aujourd'hui la politique de libéralisation sans entrave d'Emmanuel Macron, comme politique au service des puissants et des « riches », foncièrement inégalitaire, conduit à intégrer de manière plus offensive et plus explicite cette dimension dans la contestation de sa politique – et la contestation de la logique libérale, qui fait des inégalités un « moteur du progrès ».

*Dans deux directions.*

D'une part en investissant la notion de son contenu transformateur, comme socle d'une société plus juste, plus solidaire, plus humaine, et en faisant un axe fédérateur de la stratégie de rassemblement majoritaire.

*D'autre part, en en faisant le cœur de la satisfaction des besoins de toutes et tous, à égalité, comme levier de la défense et la promotion d'une conception moderne du service public, et des biens communs. ★*